

IVèmes JOURNEES DEMOGRAPHIQUES DE L'ORSTOM

Paris, 11-13 septembre 1991

"EDUCATION, CHANGEMENTS DEMOGRAPHIQUES ET DEVELOPPEMENT"

SCOLARISATION ET STRATEGIES FAMILIALES : POSSIBILITES  
D'ANALYSE A PARTIR DES DONNEES D'ENQUETES DEMOGRAPHIQUES;  
ILLUSTRATION AUPRES DE LA POPULATION MOBA-GURMA DU TOGO

Marc PILON

ORSTOM

/  
URD

(Unité de Recherche Démographique - Université du Bénin)

Lomé

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° : 36072 ex 1

Cpte

M

B

IX Pa

Un regard porté sur les études relatives à la scolarisation en Afrique amène à faire un certain nombre de constats, autour de la question "quels types de données pour quels types d'analyses ?".

Les analyses de la scolarisation s'appuient essentiellement sur deux types de sources de données -les statistiques scolaires et les recensements généraux de la population-, dont la nature génère des approches spécifiques.

Les statistiques scolaires, principalement utilisées par les "spécialistes" de l'éducation (sociologues, économistes et planificateurs de l'éducation), débouchent sur des analyses du système scolaire : évolution annuelle des effectifs scolaires, par degré et selon le sexe; évaluation du rendement interne du système (abandons, redoublements, taux de réussite aux examens...)... Mais, de par leur nature, ces statistiques ne permettent pas de connaître, excepté le sexe, d'autres caractéristiques individuelles des élèves telles que : l'âge, l'ethnie, le lieu de naissance, le statut familial (lien de parenté au sein de la famille), la co-résidence ou non avec les parents; ni les caractéristiques des parents (âge, situation matrimoniale, niveau d'instruction, activité économique...), ni d'autres encore telles que la taille et le type de la famille. Il n'est donc pas question à partir de ces statistiques de pouvoir, par exemple, appréhender certains facteurs d'un accès différentiel à l'école ou les stratégies familiales déterminant les comportements scolaires.

Les données censitaires, quant à elles, conduisent généralement à la production des résultats suivants : taux de scolarisation<sup>1</sup> global, par sexe et selon le milieu de résidence (urbain-rural); de même, concernant le type d'enseignement suivi pour les scolarisés et le niveau d'instruction. La scolarisation n'est appréhendée qu'à travers des analyses effectuées au seul niveau individuel et de manière très incomplète. Les informations manquantes dans les statistiques scolaires (énoncées ci-dessus) existent bien dans les données censitaires, mais ne font pas l'objet d'analyses s'y référant. Excepté le cas des collectivités, tout individu étant recensé au sein de son "ménage" d'appartenance au moment du recensement il est théoriquement possible d'analyser la scolarisation, en fonction des caractéristiques individuelles des enfants, de celles des parents et du ménage. Mais, à notre connaissance, cela n'a jamais été fait.

Le même constat peut être fait pour les données collectées lors des enquêtes démographiques, dont la plupart fournissent les mêmes informations que celles recueillies par les recensements -étant même souvent plus affinées. Pour le démographe, la scolarisation ne constitue pas un domaine d'étude propre. Si des informations relatives à l'éducation (sait lire et écrire ?, fréquentation scolaire, niveau d'instruction) sont collectées, c'est avant tout pour être

---

1- Il s'agit habituellement du rapport de l'effectif des enfants scolarisés à celui des enfants scolarisables, dans le groupe d'âges des 6-14 ans.

utilisées ensuite comme variables explicatives, facteurs de différenciation des comportements démographiques (en matière de fécondité, de santé, de migration...).

En regard de cette situation, deux autres constats doivent être faits.

Alors que l'on parle de plus en plus de stratégies collectives (familiales, des groupes sociaux...) aux plans démographique et socio-économique, très rares doivent être les études, en Afrique, qui abordent le phénomène scolaire à l'échelle familiale et fournissent des résultats statistiques à ce niveau. Pour un taux de scolarisation donné, quelle est la situation au sein des familles (des ménages) ? Quelle est la proportion de celles qui scolarisent tous leurs enfants, de celles qui n'en scolarisent aucun... ? Dans quelle mesure, l'accès à l'école et le cheminement scolaire sont-ils dépendants de critères tels que le sexe de l'enfant, son lien de parenté au sein du ménage, son statut familial (enfant confié...), le niveau d'instruction et la profession des parents... ? Autant de questions auxquelles il est possible d'apporter des éléments de réponse à partir des données censitaires et d'enquêtes.

Mais, conséquence sans doute, du cloisonnement disciplinaire, les spécialistes de l'éducation ne font pas usage de ces données.

Aussi, l'objectif de la présente communication est-il d'illustrer, à partir de l'exemple de deux enquêtes démographiques réalisées auprès de la population moba-gurma du Togo, quelques unes des possibilités d'analyse, contenues dans les données collectées, du phénomène scolaire.

## CONTRIBUTION A UNE ANALYSE DE LA SCOLARISATION CHEZ LES MOBA-GURMA DU TOGO

### Les données utilisées

Elles proviennent de deux enquêtes socio-démographiques réalisées dans le cadre d'un programme de recherche axé sur la dynamique démographique de la population moba-gurma, au Togo. Une première phase, consacrée exclusivement au milieu rural d'origine (au Nord-Togo), s'est traduite par la réalisation, en 1985, d'une enquête dite "renouvelée" sur la base du recensement de 1981 (Lévi & Pilon, 1988). La seconde phase, menée en milieu urbain, à Lomé, a nécessité la réalisation d'une autre enquête, en 1990 (mais non renouvelée).

Pour ces deux opérations de collecte, outre des questionnaires individuels, la classique "feuille ménage" (ou "fiche collective") a permis de recueillir les caractéristiques individuelles de toutes les personnes composant chacun des "ménages" enquêtés : lien de parenté avec le chef de ménage, sexe, âge, lieu de naissance, situation de résidence, ethnie, état matrimonial, activité économique; et aussi des informations relatives à l'éducation "moderne" :

sait lire et écrire ? Fréquentation scolaire au moment de l'enquête ? Degré d'instruction (dernière classe suivie).

Concernant la scolarisation des enfants âgés de 6 à 14 ans (groupe d'âges généralement retenu pour le calcul du taux de scolarisation), quelles sont les possibilités d'analyse offertes par l'ensemble des données collectées, de la scolarisation chez les Moba-Gurma du Togo ?

### Analyses au niveau individuel

Le calcul du taux de scolarisation de la population moba-gurma, selon le sexe et le milieu de résidence (rural et urbain), confirme le phénomène d'une sous-scolarisation à la fois rurale et féminine (Cf. tableau 1).

Tableau 1 : Taux de scolarisation chez les Moba-Gurma selon le sexe, pour le milieu rural (1985) et à Lomé (1990).

	sexe		Ensemble
	masculin	féminin	
Nord-Togo (rural)	16,8 (923)	3,5 (794)	10,6 (1717)
Lomé (urbain)	92,4 (837)	71,8 (1001)	81,2 (1838)

Mais, les données collectées permettent d'aller bien au-delà de ce résultat général.

### Scolarisation, parenté et statut familial

La question ne se poserait pas si les structures familiales étaient de type "nucléaire", donc avec des enfants étant tous ceux du chef de ménage (CM). Mais, tel n'est pas le cas chez les Moba-Gurma, à l'image de la plupart des populations africaines. Dans le Nord-Togo, 61% des ménages moba-gurma présentent une structure de type "étendu", un tiers comprend au moins deux noyaux familiaux (Pilon, 1989). En ce qui concerne les enfants scolarisables -âgés de 6-14 ans-, cette situation se traduit par le fait que près du quart d'entre eux (24%) sont des enfants autres que ceux du chef de ménage. A Lomé, cette proportion est de 18%.

Il est donc intéressant de voir si tous les enfants sont scolarisés de la même manière, et si non, pourquoi ?

Dans le Nord-Togo rural, l'ensemble des enfants n'étant pas ceux du CM, pris globalement, présente le même taux de scolarisation (11%) que celui pour les propres enfants du CM. Une analyse plus détaillée montre cependant que l'accès à l'école n'est pas le même pour tous ces "autres enfants" (Cf. tableau 2).

Tableau 2 : Taux de scolarisation (%) selon le sexe et le lien de parenté avec le chef de ménage; pour le Nord-Togo et Lomé.

	NORD-TOGO			LOME		
	M	F	M+F	M	F	M+F
Enfants du CM	18 (683)	3 (594)	11 (1287)	94 (773)	89 (734)	92 (1507)
Enfants d'une épouse du CM	* (21)	* (16)	2 (37)	* (13)	* (8)	71* (21)
Ensemble des autres enfants	15 (216)	5 (184)	11 (400)	73 (64)	21 (267)	33 (331)
Collatéraux du CM	14 (43)	9 (34)	12 (77)	* (11)	25 (76)	32 (87)
Enfants de collatéraux du CM (coll. présents)	12 (58)	0 (37)	7 (95)			
Enfants de collatéraux du CM (coll. hors ménage)	41* (22)	4* (25)	21 (47)	77* (26)	19 (112)	30 (138)
Enfants d'un fils du CM	14* (22)	4* (28)	8 (50)			
Enfants d'autres parents du CM, autres parents	11 (71)	5 (60)	8 (131)	67* (27)	28 (79)	38 (106)

\* effectif de référence inférieur à 30.

Une analyse plus détaillée montre cependant que l'accès à l'école n'est pas le même pour tous ces "autres enfants".

Les plus scolarisés sont les enfants (surtout des garçons) de collatéraux -en fait de frères- du CM, mais dont les parents ne sont pas membres du ménage, autrement dit des enfants "confiés". Nous ne pouvons malheureusement pas dire si la cause du "placement" est ou non la scolarisation de ces enfants (quand il y a scolarisation), ni où résident leurs parents (à l'étranger ? dans un autre village, éloigné et dépourvu d'école ? à Lomé ?). Cette pratique des enfants confiés demeure d'une ampleur limitée (moins de 3% de l'ensemble des enfants scolarisables), mais il serait intéressant de savoir s'il en est toujours ainsi.

Depuis 1985, date de l'enquête, la situation de l'emploi dans le secteur moderne s'est fortement dégradée; à Lomé, de nombreux hommes moba-gurma, essentiellement employés dans les secteurs public et para-public, se sont retrouvés "compressés". Assiste-t-on, comme cela est observé en Côte d'Ivoire par exemple, à un "transfert scolaire"<sup>2</sup> de la capitale

2- Pour reprendre une expression de R. Clignet.

vers l'intérieur du pays (villes secondaires et milieu rural), pour pallier le problème d'une diminution des revenus (car les coûts de la scolarisation, le coût de la vie sont plus élevés dans la capitale)<sup>3</sup> ? Quelques éléments de réponse peuvent être apportés, pour la population moba-gurma de Lomé, à partir des données de notre enquête réalisée dans la capitale togolaise, en 1990.

Afin de mieux prendre en compte le caractère multirésidentiel des ménages urbains, le recueil des caractéristiques individuelles des membres du même ménage (résidant au même endroit) a été étendu à toutes les autres personnes qui dépendent du CM (il s'agit surtout d'épouses et d'enfants du CM) mais, qui résident ailleurs. On observe ainsi que 9% des femmes moba-gurma mariées à un des leurs ne corésident pas avec leur conjoint parce qu'elles sont restées ou reparties vivre à Dapaong ou au village; et que 14% des enfants scolarisables de CM sont dans cette situation de non corésidence avec leur père et hors de Lomé. . Le taux de scolarisation de ces enfants en situation de "résidence séparée", de 83%, est beaucoup plus élevé que celui relatif au milieu rural du Nord-Togo (depuis 1985, la situation scolaire n'a guère évolué), mais quelque peu inférieur à celui des enfants de CM résidant à Lomé (92%). Le fait que, dans la plupart des cas cette situation de résidence "séparée" concerne le couple mère-enfant(s) -donc, peu d'enfants seuls, "confiés"-, tend à montrer que le phénomène du transfert de la scolarisation vers le milieu d'origine n'est pas très fréquent. Des entretiens réalisés auprès de quelques uns de ces "segments familiaux séparés" confirment cela et révèlent des réalités très diverses. Si des difficultés financières, suite notamment à la perte de l'emploi du chef de ménage, sont souvent évoquées pour expliquer le retour au milieu d'origine, les aspects matrimoniaux semblent aussi très importants. Pour simple illustration, l'exemple d'une femme résidant à Dapaong avec ses enfants, séparée de son mari il y a trois ans quand celui-ci perdit son emploi et attendant que la situation s'améliore... ce qui n'empêcha pas le mari de prendre une nouvelle épouse!.

La moindre scolarisation des enfants relevant de noyaux familiaux secondaires, par rapport à ceux du CM, traduit-elle une stratégie scolaire familiale au profit de ces derniers ? En fait, une analyse plus fine de la scolarisation des enfants du CM, selon le type de ménage, montre que dans les ménages composés de noyaux familiaux secondaires elle présente un niveau légèrement plus faible (9%), et donc plus proche de celui relatif aux enfants de ces noyaux (autour de 8%).

A Lomé, la scolarisation des enfants moba-gurma présente un profil assez différent. Les écarts sont beaucoup plus marqués selon qu'il s'agit ou non des enfants du CM, avec des taux de scolarisation respectifs de 92 et 33%. Ces "autres enfants" (jeunes frères et soeurs, enfants de collatéraux et d'autres

---

3- D'après une communication orale de A. Dubresson lors du séminaire sur "l'insertion urbaine des migrants", tenu à Dakar du 27 au 30 mai 1991 (IFAN/ORSTOM).

parents), qui représentent près d'un enfant scolarisable sur cinq (18%), sont dans leur quasitotalité en situation de "placement" (sans l'un des parents membre du ménage) en provenance du milieu d'origine (85% ne sont pas nés à Lomé), et sont principalement des jeunes filles (à 80%). La scolarisation n'apparaît manifestement pas comme le motif premier de ce placement, surtout pour les filles. Si pour les deux sexes, les enfants confiés sont moins scolarisés que ceux du CM, la sous-scolarisation féminine, faible chez ces derniers (89% contre 94% pour les garçons), est particulièrement marquée dans le cas du placement (21% contre 73% pour les garçons). Cette situation tient essentiellement au phénomène de "l'aide familiale" : des jeunes filles sont envoyées à Lomé pour aller aider une soeur aînée ou une tante dans les tâches domestiques, voire dans d'autres activités (petit commerce, fabrication de la bière de mil), donc pas pour aller à l'école. D'après d'autres données de l'enquête, près d'une femme moba-gurma sur cinq (18,5%) a déclaré être venue à Lomé pour la première fois comme aide familiale (Agouké & Pilon, 1991). 40% des jeunes filles confiées et âgées de 6-14 ans ont ainsi été déclarées lors de l'enquête comme "aide familiale". L'exclusion de ces jeunes filles du calcul du taux de scolarisation fait passer celui-ci de 21 à 37%, soit à un niveau encore très faible. Que font alors celles qui ne sont pas scolarisées, sinon d'aider elles aussi...?

Il est par ailleurs intéressant de relever les différences de taux de scolarisation chez les enfants de chef de ménage selon leur lieu de naissance : 93% pour ceux nés à Lomé, 92% pour ceux nés à Dapaong, 81% pour ceux nés dans un village du pays moba-gurma. Mais l'interprétation en est difficile, faute d'informations plus précises. Il faudrait notamment savoir à quel âge sont arrivés à Lomé les enfants nés dans les villages; venant d'un milieu très faiblement scolarisé, certains d'entre eux non scolarisés étaient alors peut-être trop âgés pour pouvoir l'être ensuite à Lomé.

### Scolarisation et polygamie

Les résultats ci-dessous (Cf. tableau 3), relatifs aux seuls enfants des chefs de ménage (et résidents au sein du ménage), tendent à montrer, surtout à Lomé, que les enfants vivant une situation de monogamie sont davantage scolarisés que ceux vivant dans un foyer polygame. Pour ces derniers et dans les deux milieux, les enfants de la première épouse sont quant à eux plus fortement scolarisés que ceux des autres épouses.

Faute de données plus complètes et d'investigations qualitatives menées sur le sujet, il nous est cependant bien difficile de tirer une conclusion claire. Pour parler véritablement en termes de stratégie scolaire en rapport avec la polygamie, il faudrait aussi savoir quelle fut la situation scolaire des enfants plus âgés des différentes épouses. La même remarque vaut pour les enfants d'une même femme.

Monogamie ou polygamie, il faudrait pouvoir prendre en compte le rang de naissance des enfants, ce que nos données ne permettent pas de faire. Donc, recueillir des biographies scolaires au niveau familial.

Tableau 3 : Taux de scolarisation et polygamie, pour les enfants de chef de ménage (CM); au Nord-Togo rural et à Lomé.

	Nord-Togo rural	Lomé
CM monogame	12 (395)	93 (987)
CM polygame	11 (711)	89 (298)
.Enfants,		
-de la 1ere épouse	13 (395)	91 (197)
-d'une autre épouse	9 (316)	85 (101)

L'ensemble des résultats présentés ci-dessus nous amènent par ailleurs à rappeler, une fois encore, tout l'intérêt d'un recueil du lien de parenté lors d'une opération de collecte, qui soit suffisamment détaillé, adapté aux réalités familiales et matrimoniales de la population étudiée (tenant compte par exemple de la polygamie) (Pilon, 1991).

D'autres types d'analyse sont encore possibles à partir des données d'enquête démographique. Il s'agit, notamment, de mettre en relation le taux de scolarisation avec le niveau d'instruction et le type d'activité de chacun des parents, du chef de ménage. Malheureusement, ce genre d'analyse ne donne rien pour le Nord-Togo rural, en raison du très faible niveau de scolarisation des parents et de l'homogénéité du profil professionnel (tout le monde est agriculteur). A Lomé, par contre, les situations sont assurément plus différenciées mais, faute de temps, il ne nous est possible de présenter des résultats sur ce point.

### Analyses au niveau familial

L'idée développée ici est de présenter une mesure de la scolarisation au niveau familial. Pour un taux de scolarisation donné, qu'en est-il à l'échelle des familles, des ménages ? Quelle est la proportion des ménages qui scolarisent tous leurs enfants, la proportion de ceux qui n'en scolarisent aucun...? Pouvoir répondre à ces questions permet d'apporter un éclairage complémentaire sur le phénomène de la scolarisation, notamment en terme de stratégie.

Les résultats présentés ci-dessous sont issus des données de l'enquête réalisée dans le Nord-Togo.

87% de l'ensemble des ménages (composés d'au moins deux personnes) ont au moins un enfant scolarisable (âgé de 6 à 14 ans).



Pour un taux global de scolarisation de 10,6%, en 1985, la situation scolaire au niveau des ménages concernés se présente ainsi :

Tableau 4 : Répartition (%) des ménages selon les nombres d'enfants, scolarisables et scolarisés; Nord-Togo rural, 1985.

Nombre d'enfants scolarisés	Nombre d'enfants scolarisables					Ensemble
	1	2	3	4	5+	
0	87	83	70	66	62	74,2
1	13	16	20	27	25	19,8
2	-	1	9	7	11	5,3
3	-	-	1	0	1	0,5
4	-	-	-	0	1	0,2
Total (effectif)	100 (114)	100 (129)	100 (126)	100 (91)	100 (105)	100 (565)
%	20	23	22	16	19	100
Nombre moyen d'enfants scolarisés	0,13	0,18	0,42	0,41	0,56	0,33

Globalement, un quart des ménages (25,8%) ont au moins un enfant scolarisé, mais dont plus des trois quarts (77%) n'en ont scolarisé qu'un seul. En moyenne, 0,33 enfants sont scolarisés pour 3,1 enfants scolarisables.

Si la proportion des ménages ayant scolarisé au moins un enfant (et donc le nombre moyen d'enfants scolarisés) augmente de manière continue avec le nombre d'enfants scolarisables (passant de 13 à 38%), la proportion des ménages ayant scolarisé tous leurs enfants diminue rapidement : elle chute de 13% dans le cas où il y a un seul enfant scolarisable, à seulement 1% avec deux ou trois enfants scolarisables et devient nulle à partir de quatre. Au total, ce sont seulement 3% des ménages qui ont scolarisé tous leurs enfants pouvant l'être.

Certaines enquêtes démographiques offrent une possibilité supplémentaire d'analyse de la scolarisation, qui en permet une approche plus dynamique. Il s'agit des enquêtes "à passages répétés" et de celles dites "renouvelées", dont la méthodologie, qui consiste à observer un même échantillon à plusieurs dates, permet ainsi un suivi de la scolarisation, en étudiant le devenir scolaire des enfants depuis le premier passage. Réaliser ce genre d'analyse, relative à la scolarisation des 6-14 ans, nécessite évidemment pour les enquêtes renouvelées, un intervalle de temps entre les deux passages qui n'excède pas cette différence d'âge. Tel est le cas de l'enquête dans le Nord-Togo rural, enquête renouvelée qui fut réalisée de fin février à début mai 1985 étant basée

sur le recensement de novembre 1981, soit un intervalle d'environ trois ans et demi.

**Eléments d'analyse de l'évolution de la scolarisation dans le Nord-Togo, entre 1981 et 1985, à partir d'une enquête renouvelée**

Tout d'abord, l'enquête a confirmé l'existence du phénomène de "déscolarisation" : de 1981 à 1985, le taux de scolarisation est passé de 24,5 à 10,6% (de 37,8 à 16,8% pour les garçons, de 8,7 à 3,5% pour les filles). Phénomène qui a du reste touché l'ensemble du Togo, précisément au cours de ce début des années 80, et à propos duquel, "il apparaît clairement que le refus de l'école constitue la réponse des parents à la dégradation du niveau de vie et au chômage des diplômés, occasionnés pas les mesures de rigueur économique" (Lange, 1987).

La méthodologie de l'enquête renouvelée permet d'apporter un éclairage supplémentaire sur cette question, à partir de la comparaison de la situation scolaire, entre 1981 et 1985, des enfants scolarisables à ces deux dates (tableau 5). Il s'agit donc d'un suivi scolaire, sur trois ans et demi, des enfants âgés de 6 à environ 10 ans et demi en novembre 1981 (au début de l'année scolaire 1981-82).

Pour ces enfants, le niveau global de scolarisation est passé de 20 à 16% sur la période 1981-85. Cette baisse est la résultante de plusieurs types de comportements.

Il s'est très nettement produit une diminution des entrées dans le système scolaire. C'est ce que révèle la comparaison entre la proportion ci-dessus, de 20% (donc relative aux enfants d'environ 6-10 ans et demi) en 1981, et celle calculée pour le même groupe d'âges en 1985, soit 6,5%. Le phénomène semble avoir été plus marqué chez le sexe féminin, pour lequel l'ampleur de la baisse a atteint 70% contre 66% chez les garçons (avec des chiffres respectifs de 7,8 et 2,3% pour les filles, 30 et 10% pour les garçons).

Dans le même temps, on observe un très fort pourcentage d'abandons en cours de scolarité : près de la moitié (47%) des enfants scolarisés en 1981 n'étaient plus scolarisés en 1985, bien qu'en âge de l'être (ils représentent 9% de l'ensemble des enfants). Là encore, le sexe féminin a été davantage touché : 58% des filles ont ainsi été déscolarisées contre 44% chez les garçons. En outre, le calcul de ce pourcentage des abandons scolaires effectué cette fois pour l'ensemble des enfants scolarisés en 1981, quel que soit leur âge en 1985 (mais toujours résidents), et donnant les chiffres de 54 et 59% pour les sexes masculin et féminin, révèle que les abandons féminins se sont faits plus tôt, massivement avant l'âge de 14 ans (tous sont intervenus durant le primaire). Il faut savoir qu'en pays moba-gurma, le mariage est reconnu comme étant une cause importante de la sous-scolarisation féminine. Nombre de parents, soucieux de pouvoir marier leurs filles comme ils l'entendent, préfèrent souvent ne pas du tout

scolariser leurs ou bien la retirer de l'école suffisamment tôt, afin que celles-ci "n'attrapent pas la forte tête" et ne refusent pas le mari choisi pour elles.

Il faut cependant souligner que l'interprétation de ces résultats pose problème. Ces seuls chiffres, en effet, ne permettent pas de distinguer, pour cette période particulière 1981-85, ce qui relève du phénomène de déscolarisation par rapport aux comportements "habituels".

Tableau 5 : Situation scolaire, en 1981 et 1985, des enfants scolarisables aux deux dates; Nord-Togo rural.

Scolarisation		Sexe		
1981	1985	masculin	féminin	ensemble
oui	oui	17	3	11
oui	non	14	5	9
non	oui	9	2	6
non	non	60	90	74
Total (effectif)		100 (385)	100 (332)	100 (717)
% d'enfants scolarisés en 1981				
		30	8	20
% d'enfants scolarisés en 1985				
		26	5	16
% de déscolarisés / scolarisés en 81				
		44	58	47
% de nouveaux scolarisés / non scolarisés en 81				
		13	2	7
% de nouveaux scolarisés / scolarisés en 85				
		35	35	35

Le cas des enfants non scolarisés en 1981 puis l'étant en 1985 appelle quelques commentaires; 6% de l'ensemble des enfants sont dans cette situation, et ils représentent un plus d'un tiers (35%) de l'ensemble des scolarisés en 1985. Deux éléments d'explication peuvent être avancés, sans pouvoir préjuger de leur importance relative. Il peut s'agir d'erreurs sur la déclaration des âges lors du recensement en 1981, par un vieillissement de certains des enfants, alors "comptabilisés" à tort parmi les enfants scolarisables. Mais, peut aussi intervenir la pratique tolérant l'inscription scolaire d'enfants âgés de plus de six ans, et cela sans doute d'autant plus facilement ou plus fréquemment que le niveau de

la scolarisation est faible. L'âge moyen de ces enfants en 1981 était de 7 ans.

Là encore, il est possible de compléter cette analyse effectuée au niveau des individus, par une analyse à l'échelle familiale. Nous avons ainsi considéré l'ensemble des ménages ayant au moins un enfant scolarisable en 1981 et l'étant toujours en 1985.

On peut alors établir une typologie des ménages à partir de la combinaison des quatre situations scolaires individuelles présentées ci-dessus (Cf tableau 5). Quatorze cas de figure ont été obtenus (Cf. tableau 5).

Cette répartition témoigne d'une grande diversité des stratégies scolaires au niveau des familles, mais avec toutefois une prédominance des ménages n'ayant scolarisé aucun de leurs enfants, ni en 1981 ni en 1985 (63%). Même parmi les ménages ayant au moins trois enfants scolarisables, cette situation concerne près de la moitié d'entre eux (48%).

A partir des informations contenues dans le tableau ci-dessus, on peut également faire les observations suivantes :

- le phénomène des abandons scolaires a globalement touché la moitié des ménages (50%) qui avaient au moins un enfant scolarisé en 1981; et plus du tiers (37%) de ceux dont tous les enfants étaient scolarisés en 1981; le phénomène est davantage marqué dans les ménages ayant au moins trois enfants scolarisables (71% ont connu l'abandon scolaire d'au moins un enfant);
- dans l'ensemble, près d'un ménage sur dix (9%) a scolarisé en 1985 au moins un enfant qui ne l'était pas en 1981;
- la très grande majorité des ménages (82%) avaient au moins un enfant non scolarisé aux deux dates; une situation d'autant plus fréquente que le nombre d'enfants scolarisables est élevé (73% pour les ménages ayant un seul enfant scolarisable, 98% pour ceux en ayant au moins trois).

Ce type d'analyse pourrait être encore affiné par la prise en compte du sexe des enfants scolarisables, des caractéristiques des parents... Nous nous en sommes limités aux résultats ci-dessus, ayant seulement cherché à indiquer une piste...

Tableau 5 : Répartition (%) des ménages selon le nombre d'enfants scolarisables en 1981 et en 1985 et selon leur état de scolarisation. Nord-Togo rural, 1985.

Ménages ayant au moins x enfants				Nombre d'enfants scolarisables par ménage			
scolarisé(s) en 81 et 85	scol. en 81 pas en 85	non scol. en 81 scol. en 85	non scol. en 81 et en 85	1	2	3 et +	Ensemble
			X	73	61	48	63
X				13	3	-	8
	X			10	-	-	5
		X		4	-	1	2
				---			
				100			
				(206)			
X			X		14	11	7
	X		X		7	20	6
		X	X		8	9	4
X	X				3	1	1
X		X			2	-	*
	X	X			2	-	*
					---		
					100		
					(121)		
	X	X	X			5	1
X		X	X			2	*
X	X		X			2	*
X	X	X				1	*
						---	
						100	
						(86)	
						---	
						100	
						(413)	

\* pourcentages inférieurs à 1%

## EN GUISE DE CONCLUSION

L'ensemble des résultats présentés ci-dessus nous ont permis d'affiner sensiblement l'analyse de la scolarisation chez les Moba-Gurma du Togo, en allant au-delà du calcul habituel du seul taux de scolarisation. Nous avons pu "explorer statistiquement" les relations entre la scolarisation et le lien de parenté, le statut familial, la polygamie, le lieu de naissance, la situation de résidence. Une exploitation appropriée des données a permis de procéder à une analyse de la scolarisation au niveau familial (des ménages). Le caractère "renouvelé" de l'une des enquêtes a offert la possibilité d'effectuer un début d'analyse "dynamique" (longitudinale, dans le jargon démographique) du processus de scolarisation. Ces différents types d'approche permettent d'aller plus loin dans l'analyse du phénomène scolaire en terme de stratégies familiales.

Certes, l'interprétation des résultats demeure bien souvent difficile; sans doute soulèvent-ils davantage de questions qu'ils n'apportent de réponses. Mais, rappelons-le, l'objectif visé n'était pas de présenter une analyse de la scolarisation chez les Moba-Gurma. Il était de mettre en lumière les nombreuses potentialités d'analyse du phénomène scolaire contenues dans les données collectées lors de deux enquêtes démographiques, et donc collectées à d'autres fins. Et cela, dans le souci d'exploiter au mieux toutes les données existantes et disponibles. La même démarche peut être effectuée à partir de nombreuses autres enquêtes et aussi des recensements, à ceci près que les possibilités d'analyse dépendent évidemment de la richesse des données collectées. tel est notamment le cas pour le lien de parenté; plus il est détaillé, plus affinée pourra être l'analyse.

L'intérêt de la démarche, nous semble-t-il, peut être double. La seule production de résultats tels que ceux présentés ici, malgré leurs limites, permet d'apporter un éclairage tout à fait complémentaire aux analyses habituelles de la scolarisation. Par ailleurs, ces types d'exploitation statistique peuvent déboucher sur des "retours au terrain", sur des investigations qualitatives, qui permettront ainsi d'enrichir les analyses, d'approfondir la compréhension du phénomène scolaire. Pour être réellement fructueuse, la démarche doit aboutir à une collaboration pluridisciplinaire. Le démographe lance donc un appel aux spécialistes de l'éducation : si "nos" données vous intéressent...

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AGOUNKE A., PILON M., 1991 : Quelques aspects de l'insertion urbaine des femmes migrantes moba-gurma à Lomé (Togo); Communication au séminaire IFAN/ORSTOM "Processus d'insertion urbaine et itinéraires résidentiels, professionnels et familiaux", Saly Portudal (Sénégal), 27-30mai 1991, 13p.
- LANGE M.F., 1987 : Le refus de l'école : pouvoir d'une société civile bloquée ?; in "Politique Africaine", n°27, pp.74-86.
- LEVI P., PILON M., 1988 : Enquête socio-démographique chez les Moba-Gurma du Nord-Togo - vol 1. Méthodologie, caractéristiques générales, migrations; ORSTOM, Lomé, 129p.
- PILON M., 1989 : Enquête socio-démographique chez les Moba-Gurma du Nord-Togo - vol 2. Caractéristiques et évolution des ménages; ORSTOM, Lomé, 125p.
- PILON M., 1991 : De l'intérêt du ménage pour la démographie de la famille; Conférence "Femme, famille et population" de l'Union pour l'Etude de la Population Africaine (UEPA), Ouagadougou, Burkina-Faso, 24-29 avril 1991, vol. 2, pp.25-43.